

**Service du greffe**

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation  
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

**Commission permanente sur l'examen des contrats**

**La commission :**

**Présidente**

*Mme Émilie Thuillier*  
*Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville*

**Vice-présidentes**

*Mme Karine Boivin Roy*  
*Arrondissement de Mercier – Hochelaga-*  
*Maisonneuve*

*Mme Paola Hawa*  
*Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue*

**Membres**

*Mme Dida Berku*  
*Ville de Côte-Saint-Luc*

*M. Richard Celzi*  
*Arrondissement de Mercier – Hochelaga-*  
*Maisonneuve*

*Mme Marie Cinq-Mars*  
*Arrondissement d'Outremont*

*M. Richard Deschamps*  
*Arrondissement de LaSalle*

*M. Marc-André Gadoury*  
*Arrondissement de Rosemont – La Petite-*  
*Patrie*

*M. Luc Gagnon*  
*Arrondissement de Verdun*

*M. Manuel Guedes*  
*Arrondissement de Rivière-des-Prairies –*  
*Pointe-aux-Trembles*

*Mme Lili-Anne Tremblay*  
*Arrondissement de Saint-Léonard*

**Le 28 septembre 2017**

**Rapport d'examen de la conformité du processus  
d'appel d'offres - Mandat SMCE177438007**

**Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 \$ taxes incluses, lot 2 au montant de 2 022 364,26 \$ taxes incluses, lot 3 au montant de 866 727,54 \$ taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 \$) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres 17-16214 - 8 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.**

**(ORIGINAL SIGNÉ)**

**(ORIGINAL SIGNÉ)**

\_\_\_\_\_  
Émilie Thuillier  
Présidente

\_\_\_\_\_  
Pierre G. Laporte  
Secrétaire recherchiste

## **Introduction**

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

### **Mandat SMCE177438007**

Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes: Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. (lot 1 au montant de 2 311 273,44 \$ taxes incluses, lot 2 au montant de 2 022 364,26 \$ taxes incluses, lot 3 au montant de 866 727,54 \$ taxes incluses) et Systematix inc. (lot 4 au montant de 747 038,57 \$) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques, sites web et systèmes mission / Appel d'offres 17-16214 - 8 soumissionnaires / Approuver les projets de convention à cette fin.

À sa séance du 6 septembre 2017, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 13 septembre 2017, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la commission.

La Commission a constaté que le Service des technologies de l'information souhaitait, par cet appel d'offres, réaliser une plus grande ouverture du marché. À l'évidence, ce souhait ne s'est pas matérialisé.

Les membres ont aussi noté que la période de l'appel d'offres s'est terminée à la fin juillet, durant la période des vacances de la construction. Pour la Commission, cela ne constitue pas une bonne pratique et il aurait été préférable de procéder à l'appel d'offres à un autre moment.

La Commission a également constaté que plusieurs ententes-cadres en vigueur au moment du lancement de l'appel d'offres ont été résiliées par la suite. En réponse aux questions des membres, le Service a indiqué que les soumissionnaires n'étaient pas informés de ce fait au moment où ils ont déposé leurs soumissions.

Enfin, la Commission est d'avis qu'il y a lieu de s'étonner et de se questionner sur le caractère concurrentiel des soumissions de la firme CGI.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :*

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

*Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;*

*Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;*

**À l'égard du mandat SMCE177438007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**